

LL.M EN DROIT DES AFFAIRES

Langue principale d'enseignement :

Français Anglais Arabe

Campus où le programme est proposé : CSS

OBJECTIFS

Assurer une formation de juristes de haut niveau spécialisés dans le domaine du droit des affaires et appelés à exercer une activité professionnelle au sein de cabinets d'avocats, d'établissements bancaires ou financiers ou de grandes entreprises au Liban et à l'étranger.

COMPÉTENCES

- Développer les qualités d'analyse et de réflexion en associant étroitement l'enseignement théorique à l'étude de cas pratiques
- Assurer aux étudiants et aux professionnels une faculté d'adaptation à la diversité des systèmes juridiques. Dans cette perspective, les cours et les séminaires intègrent une dimension de droit comparé et de droit international
- Former des praticiens en droit des affaires grâce à l'approfondissement de la technique juridique et à l'initiation à la rédaction des actes juridiques.

CONDITIONS D'ADMISSION

Les candidats doivent justifier de la Licence libanaise en droit obtenue à la Faculté, ou d'un diplôme jugé équivalent par la Commission des équivalences de l'USJ, et par celle du ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur pour les diplômes étrangers. Ils doivent également maîtriser les trois langues : arabe, française et anglaise.

La sélection est effectuée sur la base du dossier universitaire et, le cas échéant, d'un entretien.

EXIGENCES DU PROGRAMME :

L'obtention du LL.M en droit des affaires exige de valider 120 crédits, 60 crédits étant acquis au titre de la quatrième année de Licence en droit ou équivalent (Master 1).

UE obligatoires fondamentales (60 crédits)

Droit bancaire I (5 Cr.). Droit bancaire II (10 Cr.). Droit des contrats I (5 Cr.). Droit des sociétés I (6 Cr.). Droit des sociétés II (3 Cr.). Droit des contrats II (11 Cr.). Modes alternatifs de règlement des conflits (10 Cr.). Stage de formation (10 Cr.).

PLAN D'ÉTUDES PROPOSÉ

Semestre 1

| Code | Intitulé de l'UE | Crédits |
|---------------|-----------------------|-----------|
| 013DRBANCAI | Droit bancaire I | 5 |
| 013DRBANCA II | Droit bancaire II | 10 |
| 013DRTCONTR | Droit des contrats I | 5 |
| 013DRTSOCI I | Droit des sociétés I | 6 |
| 013DRTSO II | Droit des sociétés II | 3 |
| | Total | 29 |

Semestre 2

| Code | Intitulé de l'UE | Crédits |
|--------------|---|-----------|
| 013DRTCONT 2 | Droit des contrats II | 11 |
| 013MODALTER | Modes alternatifs de règlement des conflits | 10 |
| 013STAFORMA | Stage de formation | 10 |
| | Total | 31 |

DESCRIPTIFS DES UE

| | | |
|--------------------|-----------------------------|--------------|
| 013DRTCONTR | Droit des contrats I | 5 Cr. |
|--------------------|-----------------------------|--------------|

Étude des techniques contractuelles

- Techniques de négociation du contrat
- Techniques de rédaction du contrat.

| | | |
|--------------------|------------------------------|---------------|
| 013DRTCONT2 | Droit des contrats II | 11 Cr. |
|--------------------|------------------------------|---------------|

Étude des différents contrats d'affaires à partir de cas concrets permettant d'illustrer les conséquences juridiques attachées à leur conclusion, leur exécution et leur expiration.

Contrat de fiducie, contrats pétroliers, contrats de consommation, droit de la propriété intellectuelle, financement de projet et PPP

| | | |
|--------------------|-------------------------|--------------|
| 013DRBANCAI | Droit bancaire I | 5 Cr. |
|--------------------|-------------------------|--------------|

Droit des marchés financiers

- La régulation des marchés financiers
- Les instruments financiers
- Les professionnels des marchés
- Les opérations de marché
- Les abus de marché.

| | | |
|--------------------|--------------------------|---------------|
| 013DRBANCII | Droit bancaire II | 10 Cr. |
|--------------------|--------------------------|---------------|

Étude des principales opérations de crédit et des difficultés qu'elles soulèvent, avec un examen des spécificités que présentent le droit bancaire et la finance islamique.

1) Leasing

- Mécanisme de l'opération de crédit-bail telle que réglementée par la loi libanaise, notamment la question des relations juridiques des parties à l'opération et la question de la publicité des opérations de crédit-bail ;
- Statut juridique de l'entreprise de crédit-bail soumise au contrôle de la BDL, et notamment ses conditions d'ouverture et ses modalités d'exercice.

2) Prêts syndiqués

- Pratique contractuelle des pools bancaires
- Qualifications juridiques adaptées à chaque variété de pool.

3) Finance islamique

- Principaux contrats de la finance islamique
- Étude de cas pratiques

4) Introduction au droit bancaire des pays arabes du Golfe

Principaux acteurs de la profession bancaire et financière dans les pays du Golfe. Rôle et attributions des organes de direction et de contrôle.

| | | |
|-------------------|-----------------------------|--------------|
| 013DRTSOCI | Droit des sociétés I | 6 Cr. |
|-------------------|-----------------------------|--------------|

- 1) Fusions-acquisitions
- 2) Pactes d'actionnaires
 - Étude des différents types d'accords entre actionnaires
 - Étude des mécanismes mis en œuvre pour protéger les droits des actionnaires minoritaires
 - Étude des modalités de sorties de l'actionariat ; illustration pratique
- 3) Holdings et sociétés offshore.

| | | |
|--------------------|------------------------------|--------------|
| 013DRTSOCII | Droit des sociétés II | 3 Cr. |
|--------------------|------------------------------|--------------|

- 1) Fiscalité des sociétés
- 2) Droit pénal des sociétés
 - Étude des différents types d'infractions pénales liées à la gestion des entreprises
 - Étude des principaux délits financiers.

| | | |
|--------------------|--|---------------|
| 013MODALTER | Modes alternatifs de règlement des conflits | 10 Cr. |
|--------------------|--|---------------|

Étude approfondie des principaux modes de règlement des conflits
Médiation, arbitrage, transaction, conciliation

| | | |
|--------------------|--|---------------|
| 013STAFORMA | Stage en entreprise ou dans un cabinet d'avocat | 10 Cr. |
|--------------------|--|---------------|